

De la fin des identités meurtrières à la refondation de l'État ?

Jusqu'à l'an passé et à la même date (20 avril), la question qui revenait à l'esprit était la suivante : où en est-on de la Kabylie ? C'est que durant 35 années, le sujet n'a eu de cesse de susciter de la controverse aussi bien entre les acteurs de la cause demeurés sur la brèche qu'à travers les commentaires d'une presse s'efforçant de donner du sens au moindre signe politique émanant du pouvoir. Autant avouer, par conséquent, que toutes ces périodiques analyses étaient sujettes à caution tant leur caractère se réduisait à la seule province de la Kabylie alors que nous avons affaire à une équation plus complexe parce qu'aussi vaste que la diversité culturelle et civilisationnelle du pays. Sauf, évidemment, que celle-ci s'embrasait cycliquement au point de devenir un abcès de fixation de tous les régimes lesquels ont régulièrement focalisé sur elle leur hostilité et même leurs outrances punitives au nom de l'on ne sait quelle «dissidence antinationale» ! C'est d'ailleurs ainsi que le recours à la répression avait été clairement disproportionné lors des manifestations de 1980 et de 2001.

Et ceci se répéta sous plusieurs régimes dont ceux notamment de Chadli et Bouteflika. En effet, c'est sous leur présidence que s'est, chaque fois, mis en place un triste modus operandi destiné à ostraciser la Kabylie. Ce sera notamment le cas de l'actuel président de la République qui, de prime abord, niera la bavure policière (la mort de Massinissa) mais de plus, donna l'ordre d'amplifier la traque et d'aggraver le bilan des victimes. C'était,

en quelque sorte, sous la férule violente de ce désespérant chef de l'Etat que l'Algérie put illustrer dramatiquement la formule courante «d'identité meurtrière». Autrement dit, le fait d'oser dire haut et fort son attachement à sa berbérété pouvait vous valoir une balle dans la tête !

Enclin à se référer en permanence aux usages anciens des autocraties, dont il fit d'ailleurs partie, il s'entêta maladroitement à agiter le bâton de même que sa gouvernance s'illustra par des besognes peu honorables afin d'aboutir à des situations de non-droit. Or, après 15 années (avril 2001-février 2016), sa perception de la question identitaire est restée en deçà de la moindre solution enviable. Il est vrai que le dogmatisme, ayant forgé sa propre culture politique, ne lui est pas étranger. Lui qui ne perçut le jacobinisme de la nation qu'à travers le prisme de sa centralité et de son verrouillage, pouvait-il admettre que des spécificités culturelles puissent être de bons moteurs pour la refondation de ses institutions ?

Personnalité excessive dans sa démarche, il se donna souvent des postures intellectuelles choquantes et qui aboutirent à une hostilité, sans concession à son égard, de la part des populations berbères. Il est vrai que certaines de ses harangues de tribune fisaient l'incorrection et, dans le même temps, altéraient l'estime qu'habituellement les gens réservent aux véritables dirigeants.

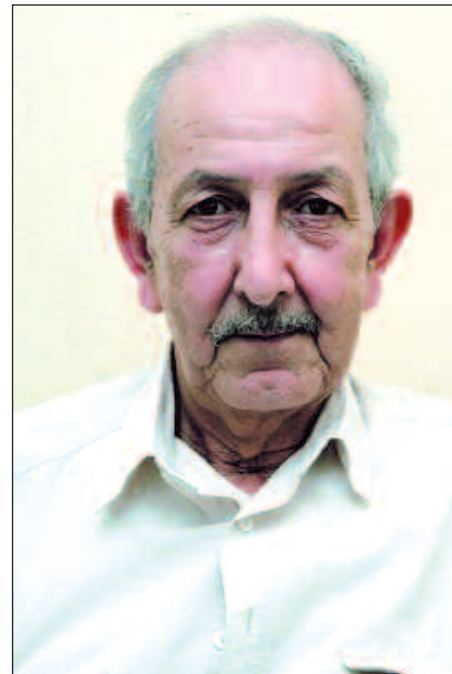
En installant, dès son second mandat, l'Algérie dans l'impasse, il s'avéra, par la suite, incapable de désamorcer le piège qui s'était refermé sur un pays alors que le contexte international poussait au changement. Car, à la suite des

années de répression (2001-2003) ayant occasionné une centaine de morts et plus d'un millier de blessés, la Kabylie fut purement et simplement reléguée au statut de ban-toustan soumis aux décrets d'un quasi-Etat de siège. Une intolérable dégradation des fondamentaux relatifs à l'Etat de droit que le régime parvint à reconduire durant une décennie.

Or, ce que déclament les voix officielles depuis les récents amendements constitutionnels (février 2016) ne sont que de pénibles contre-vérités. Car, quand bien même les autorités locales de Béjaïa, Tizi-Ouzou, Bouira s'étaient déclarées intéressées et impliquées dans la célébration du 20 Avril de cette année, cette reconnaissance tardive de la berbérété ne représente que la part congrue de ce qui était revendiqué à travers les doléances de 1980 ! Et pour cause, la parole présidentielle fit d'ailleurs cas du caractère restrictif de cette concession. Souvenons-nous, justement, d'un Bouteflika expliquant dès 2002 les limites de son action à ce sujet. «Que puis-je faire qui ne soit pas contraire à l'esprit des lois, disait-il. Au mieux, je ne pourrais guère aller au-delà du formalisme de la constitutionnalisation de tamazight».

En soulignant à leur tour le caractère tout à fait secondaire de la disposition constitutionnelle de 2016, les analystes étaient loin d'être des rabat-joie mais de perspicaces procureurs des pratiques et ruses du pouvoir grâce auxquelles l'on vient de fourguer aujourd'hui une solution vieille de 14 années !

Or, celle-ci est, au mieux, une «condition nécessaire» mais pas «suffisante» en soi. Car la légalisation de l'amazighité ne signifie que



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

peu de choses si elle n'est pas raccordée à l'impérative refondation de l'Etat. En effet, la régionalisation, dont Bouteflika prétendait faire la pierre angulaire de son magistère dès 1999, fut par la suite perçue comme le cheval de Troie du berbérisme. Un syndrome vite réactivé en se référant aux tribulations historiques du mouvement national (la crise de 1948) alors que l'Algérie du 21^e siècle est une nation tout à fait semblable à d'autres et, donc, susceptible d'imaginer de nouveaux mécanismes pour améliorer sa gouvernance.

Loin de toute menace ou de calcul politique, le projet pour la renaissance d'un Etat ancré dans une proximité régionale bénéfique à la gouvernance est sûrement la meilleure démarche destinée à l'accouchement d'une seconde république.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



C'était un homme bien !

25 kilos de drogue rejetés par la mer au large de Annaba. Remarque d'un ami, avec son accent délicieusement de l'Est : «Ça va donner du poisson...»

... aâl kif !»

Ainsi, c'est décidé ! L'Algérie va à nouveau désigner un ambassadeur en Libye. Je ne sais pas sur qui va se porter le choix de notre diplomatie. N'étant ni diplomate ni proche des cercles ondoyants et rayonnants de la décision éclairée, il est logique que je ne le sache pas. Ce qui ne m'empêche pas de me déclarer, d'ores et déjà, solidaire. Oui ! Il faut assumer sa compassion. Ne pas la garder pour soi, égoïstement. Le futur ambassadeur d'Algérie en Libye a besoin de toute notre compassion. Je dis bien toute ! Quitte à ce que nous en déstockions, que nous puisions dans nos réserves de compassion. Il nous faut surtout penser à la solidarité avec cet homme plutôt que de perdre notre temps dans des questions futiles. Du genre «quelle est cette énoooooorme faute, cette bourde lourde, cette erreur impardonnable qu'il aurait commise pour se retrouver parachuté en Libye ? Puni ?» En d'autres temps, j'aurais cédé à la tentation de ce genre de questionnements.

Mais plus maintenant. Car l'heure est d'abord à l'humain, au fraternel. Que ce diplomate, à qui on dira dans quelques jours, voire quelques heures, de préparer ses cartons pour cette mission, sache que nous avons une pensée émue pour lui. Qu'il n'est pas seul. Enfin... je veux dire que nous nous tenons, à partir de l'Algérie, à ses côtés lorsqu'il sera à Tripoli ou Benghazi. La compassion ne connaît pas de frontières ni ne souffre des distances. Loin, très loin de lui, nous ne cesserons malgré tout de lui insuffler tous nos encouragements, à lui transmettre nos messages d'espoir d'un retour. Comme le dit si bien le dicton libyque, «le plus dur, ce n'est pas d'atterrir chez nous, c'est d'en redécoller !» Une dernière recommandation compatriotes, vous qui êtes connus pour votre sens élevé de la fraternité, envoyez des demandes d'amitiés sur le compte Facebook de son excellence le nouvel ambassadeur d'Algérie en Libye. Ça l'aidera tellement ! Faites-le dès que la senten... je voulais dire dès que sa nomination sera officielle et son nom, à ce pôv' chou, rendu public. En attendant, qu'il fume du thé et qu'il reste éveillé à son cauchemar qui continue.

H. L.